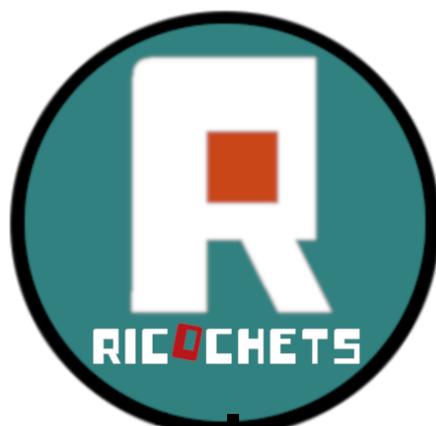


<https://ricochets.cc/Casse-sociale-flexibilite-maximale-au-profit-des-patrons-travail-force-par-la-faim-pour-les-travailleurs.html>



Casse sociale en cours : flexibilité maximale au profit des patrons, travail forcé par la faim pour les travailleurs



- Les Articles -

Publication date: samedi 8 octobre 2022

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Si le plus important est de lutter pour le démantèlement intégral du capitalisme en s'attaquant à ses bases et pas à ses conséquences fatalement néfastes, il est néanmoins utile de lutter parallèlement pour préserver certains conquits sociaux qui permettent encore de survivre.

MACRON DYNAMITE LE DROIT AU CHÔMAGE

► Bientôt le retour du travail forcé ?

« Pénurie d'enseignants », « pénurie d'emplois saisonniers dans la restauration », « pénurie de soignants ». Tout l'été, les médias ont titré sur une prétendue « pénurie » de travailleurs et travailleuses. La réalité, c'est qu'une grande désertion du marché du travail a lieu dans tout l'Occident. Rien qu'en France, entre fin 2021 et début 2022, le nombre de démissions a atteint un niveau historiquement haut, avec près de 520.000 démissions par trimestre. Aux États-Unis ce sont 20 millions de personnes qui ont démissionné depuis le début de l'année 2022. Et les boulots trop précaires, trop humiliants, trop mal payés sont boudés, surtout s'ils ne permettent même pas de gagner de quoi vivre dignement. Qui veut encore gâcher sa vie dans des emplois sous-payés, qui détruisent la santé physique ou mentale, et qui sont vides de sens ? Plus grand monde.

Cette désertion est un moyen de pression silencieux mais massif sur les patrons. Votre job est trop insupportable ? On part ou on boycotte.

Mais le régime de Macron a trouvé la solution miracle. Pour forcer les gens à accepter des conditions de travail insoutenables, le gouvernement va casser le droit au chômage et attaquer le RSA. Ainsi, l'objectif est d'empêcher purement et simplement de quitter le monde du travail, de faire une pause, de démissionner, de se réorienter.

C'est une mise à mort de l'assurance chômage

Avec un cynisme total, le gouvernement fait voter ces derniers jours à l'Assemblée une « loi sur le plein emploi » qu'il faudrait rebaptiser « travail forcé ». Par une série d'amendements, la majorité vient de valider la fin au versement des indemnités chômage en cas d'abandon de poste. La loi assimilera l'abandon de poste à la démission ce qui veut dire plus le droit de toucher le chômage. De même, un refus de CDI lorsque l'on est en CDD - avec les maigres avantages que comporte ce type de contrat - est considéré comme une démission. Les patrons pourront ainsi faire un chantage à leurs employés en contrat précaire, et leur proposer un CDI pour les forcer à accepter des conditions de travail indignes. Enfin, les indemnités seront liées aux fluctuations du « marché du travail ». Sur la base d'évaluations gouvernementales. Autrement dit, sur la base du bon vouloir des pouvoirs publics, qui pourront baisser l'allocation chômage pour forcer ses bénéficiaires à prendre des postes. C'est une mise à mort de l'assurance chômage à laquelle on assiste.

Pour rappel, le chômage n'est pas un « cadeau », mais une conquête sociale. Une partie de la richesse produite par un travailleur est prélevée sous forme de cotisations pour être reversée au cas où le travailleur n'aurait plus d'emploi. C'est un système de sécurité sociale, une assurance pour le travailleur : une sorte de salaire différé que l'on reçoit en cas de coup dur. C'est cela que Macron détruit. En faisant passer ces cotisations pour des « charges », l'idéologie libérale cherche à les réduire au maximum pour « faire baisser le coût du travail » et ainsi rendre les entreprises plus « compétitives ». **On passe ainsi progressivement d'un système d'assurance hérité du Conseil National de la Résistance à un système d'assistance, où l'État verse juste le minimum pour survivre à celles et ceux qui**

n'ont plus rien.

Pourtant, en 2017, le candidat Macron tenait un discours diamétralement opposé. Il proposait l'indemnisation des démissionnaires. Il s'agissait à l'époque selon lui de « faciliter » les changements de postes, les transformations de carrières, dans un esprit très start-up nation. L'assurance chômage devait même aider à la « flexibilité » du marché du travail. Ici, c'est une autre démarche. Après avoir cassé le code du travail et les protections des salariés, Macron réduit les possibilités de quitter un job nocif. Et c'est la même logique qui guide la « réforme du RSA » : obliger les bénéficiaires du RSA à travailler gratuitement pour obtenir cette prestation. Non seulement on vous donne de l'argent de poche qui vous permet à peine de survivre, mais en plus on vous exploite gratuitement en vous demandant de dire merci.

Le vote solennel sur le texte est prévu mardi 11 octobre. Le but du pouvoir est clair : anéantir les possibilités de désertion. Y compris au travail. Les gouvernants veulent nous enfermer dans la cage du néolibéralisme. Organisons les échappatoires, mettons Macron au chômage !

(Post de Contre Attaque)



Casse sociale en cours : flexibilité maximale pour les patrons, travail forcé par la faim pour les travailleurs

Flexibilité mon cul

► [Flexibilité mon cul](#)

En 2017, le candidat Macron, sourire de start upper aux lèvres, parlait de l'une de ses mesures phares : l'indemnisation des démissionnaires. Il s'agissait pour lui de faire en sorte de favoriser les changements de métiers, d'entreprise, de poste, et de permettre à la société de devenir plus fluide, plus flexible. La flexibilité du travail a été le mot d'ordre des libéraux comme lui depuis une quinzaine d'années : la loi travail de Myriam El Khomri, ministre socialiste du travail, se réclamait aussi de cette flexibilité. Avec l'idée sous-jacente que les patrons comme les salariés en seraient gagnants. Les premiers en ayant plus de facilités à ajuster leur masse salariale à leurs besoins, en licenciant plus facilement et en ayant moyen de recourir à de multiples contrats courts, les seconds en n'étant moins soumis à une carrière longue et laborieuse dans la même entreprise, pouvant "saisir des opportunités" et se reconverter si besoin était.

Le premier volet de la flexibilité a été tout à fait rempli : désormais, il est facile et très peu coûteux pour un employeur de licencier, même s'il le fait sans cause réelle ou sérieuse.

(...)

Mais cette semaine, les députés LREM, LR et RN ont voté un amendement à la nouvelle réforme de l'assurance-chômage : il supprime l'indemnisation chômage des personnes qui ont fait un abandon de poste. Cela pénaliserait trop les TPE-PME, selon les députés. Elles ont bon dos, les TPE-PME, au nom desquels toutes les régressions du droit du travail sont prises : dans les faits, plus de la moitié des salariés du secteur privé travaillent dans une entreprise de plus de 250 salariés, et 60% des PME (- de 500 salariés) sont des filiales de groupes. C'est pour eux, mais c'est fait au nom de votre coiffeuse ou de votre boulanger qui n'ont rien demandé.

La flexibilité pour eux, le travail forcé par la faim pour nous

Le reste de la réforme continue d'appauvrir les chômeurs. L'objectif ? Qu'ils prennent le premier poste de merde venu ; parce que le patronat est inquiet : le phénomène de la "grande démission" et la difficulté d'embauche pour les secteurs maltraitants comme la restauration les angoisse. Eux voulaient la flexibilité pour eux : le choix du contrat précaire, des conditions de travail, du licenciement... Mais ils ne veulent surtout pas la flexibilité pour les salariés : pouvoir choisir son entreprise, comparer les rémunérations proposées, se sortir d'une situation de harcèlement moral ou simplement se casser parce qu'on se sent trop peu considéré et rémunéré. Ils veulent que nous soyons esclaves de nos boulots et c'est pourquoi l'existence de l'assurance-chômage leur est aussi insupportable. L'idée que nous puissions prendre un peu de temps pour choisir les débecte. Le gouvernement et la majorité des partis politiques excepté ceux de la NUPES, ont voté le durcissement des conditions dans lequel on peut percevoir le chômage et on le vit. Le RN a poussé le zèle jusqu'à faire voter un amendement qui retire l'indemnisation chômage aux salariés qui refuseraient un CDI proposé par l'employeur à la suite de leur CDD : vous avez eu une expérience merdique et vous attendez que votre CDD se termine pour partir ailleurs ? On vous sucrera le chômage si votre patron veut vous garder. C'est lui le boss ok ? Et le RN, la droite et les macronistes sont là pour que cela soit tout le temps le cas.

(...)

Mais le pire reste à venir : le parlement a voté la possibilité pour le gouvernement de moduler l'assurance chômage afin qu'elle soit « plus stricte quand trop d'emplois sont non pourvus, plus généreuse quand le chômage est élevé » comme l'annonçait Macron il y a quelques semaines. Concrètement, il s'agit de baisser les indemnités pour forcer les chômeurs à aller bosser pour la restauration et le BTP, dont les conditions de travail sont tellement mauvaises que plus personne ne veut y aller.

La flexibilité pour eux, le travail forcé par la faim pour nous.

(...)

Remarques persos, suite

Au lieu de tenter de résister en reculant aux conséquences du capitalisme, au lieu d'espérer mieux gérer le système techno-industriel productiviste via le communisme, l'étatisme fort ou l'auto-gestion, il est vital d'arriver à porter des luttes fortes contre les fondements de la civilisation industrielle, contre les assises du capitalisme, du productivisme, du machinisme, de l'Etat, du travail, du technologisme, du mythe de la délivrance des réalités terrestres et des nécessités de la vie politique quotidienne.

► Voir :

- [Le livre de Nicolas Bonanni - Â« Que défaire Â»](#) (Le monde à l'envers - 2022)
- [Inflation, récession économique = grèves, manifestations... = simple rééquilibrage des richesses ou rejet profond du capitalisme ?](#) - S'en tenir aux réformismes et aux luttes à l'intérieur du cadre est suicidaire
- [Mieux répartir temporairement les richesses issues du productivisme, ou en finir durablement avec le](#)

[capitalisme, les inégalités et désastres structurels ?](#) - Taxer fortement les riches, l'éviation fiscale et les multinationales, ou sortir complètement de ce système destructeur ?

- [Défendre un fragile pouvoir d'achat qui enchaîne à la marchandise et à la destruction du vivant OU conquérir durablement la puissance de l'autonomie et de l'agir ?](#) - Reconquérir les moyens de subsistance et les capacités d'autonomie populaire au lieu d'être soumis à l'Economie

PS:

A mettre en parallèle avec ça :

[https://scontent-cdt1-1.xx.fbcdn.net/v/t39.30808-6/310946694_491018676401960_5604463247565046314_n.jpg?_nc_cat=106&ccb=1-7&_nc_si d=730e14&_nc_ohc=UI04FgjN7ssAX9xgBmx&_nc_ht=scontent-cdt1-1.xx&oh=00_AT_ akuyb0Dq81Qsbh-TfKCIU9jPbXv4WS86l6oFksDdCZw&oe =63485A16j]

ASSISTANAT : 156 MILLIARDS D'AIDES AUX ENTREPRISES PAR AN

- Les capitalistes vivent sous perfusion

Les patrons nous coûtent cher, très cher. C'est ce que démontre un rapport scientifique réalisé par le Centre lillois d'études et de recherches sociologiques et économiques et l'Institut de recherches économiques et sociales pour les syndicats, à l'initiative de la CGT.

Un chiffre à retenir : en France, le montant des aides publiques aux entreprises est de 156 milliards d'euros par an. 156. Milliards. Par an. D'argent public pour aider les entreprises privées.

Un montant qui a augmenté de façon exponentielle ces dernières décennies : il ne représentait "que" l'équivalent de 10 milliards d'euros en 1980. Une multiplication par 15 donc.

Une somme pareille est difficile à comprendre tellement elle est colossale. C'est au moins 20 fois le fameux déficit des retraites qui justifierait, soi-disant, de reculer l'âge de départ en retraite et de faire mourir les gens au travail. C'est deux fois le budget de l'Éducation Nationale, qui compte plus d'un million de salariés et représente la première dépense de service public du pays ! Ça représente aussi 25% de la masse salariale du privé, donc plusieurs millions de salaires. C'est enfin plus de 30% du budget de l'État - les dépenses du budget général de l'État français étaient de 426 milliards d'euros en 2021 selon la Cour des comptes. Un tiers de tout ce que l'État dépense, c'est pour « aider » les patrons. C'est énorme.

Pour calculer ce montant, les chercheurs ont compilé plus de 2000 dispositifs de soutien aux entreprises pour obtenir un chiffre solide, incontestable, avec une méthodologie rigoureuse. Mais il est encore sous-estimé car les 156 milliards reposent sur des données 2019, donc avant les aides de 80 milliards supplémentaires durant la pandémie, ni aux nouvelles aides face à la crise énergétique.

Que peut-on en déduire ?

4 Il n'y a jamais eu de « crise ». Une infime partie de ces aides aux entreprises suffirait à renflouer tous les services publics, bloquer les prix, garantir des retraites et des revenus décents pour tous... Tout recul social, toute baisse des retraites, des minimas sociaux, de l'allocation chômage, est un vol supplémentaire pour gaver les patrons. Pas une "économie nécessaire".

4 Le néolibéralisme n'est pas la disparition de l'État. Les libéraux nous font croire que leur modèle, c'est la « libre entreprise », la « baisse des dépenses », la « concurrence libre et non faussée ». Rien n'est plus mensonger. Les entreprises privées vivent sous perfusion massive d'argent public. Sans l'État, le secteur privé s'effondre. Les plus grands des assistés, ce sont les patrons.

4 En réalité, quoiqu'en dise Macron et ses adeptes, nous sommes loin d'un affaiblissement de l'État. C'est une nouvelle forme de gouvernance : destruction méthodique de l'État social qui protégeait un peu les plus pauvres. Moyens illimités pour la répression : l'État devient policier. Et aide gigantesque au grand capital, en le soutenant financièrement. En clair, le néolibéralisme, c'est l'État tout entier au service du capitalisme.

► Etude complète :

<http://www.ires.fr/index.php/actualites/item/6573-un-capitalisme-sous-perfusion-mesure-theories-et-effets-macroeconomiques-des-aides-publiques-aux-entreprises-francaises>

(post Contre Attaque)